

Sylvain Schirmann et Sarah Mohamed-Gaillard

Georges Pompidou et l'Allemagne

Georges Pompidou

Archives
N° 6



P.I.E. Peter Lang

Sylvain Schirmann et Sarah Mohamed-Gaillard

Georges Pompidou et l'Allemagne

Georges Pompidou

Archives
N° 6



P.I.E. Peter Lang

AVANT-PROPOS

Georges Pompidou et l'Allemagne¹

Sylvain SCHIRMANN

*Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg 3
et directeur de l'Institut d'études politiques*

Georges Pompidou n'a pas la même intimité avec l'Allemagne que le général de Gaulle. Arrivé à l'Élysée en juin 1969, le nouveau président de la République sait qu'il lui faut se glisser dans les pas de son illustre prédécesseur en matière de politique extérieure. Il a d'ailleurs fait siennes les grandes orientations définies par de Gaulle : indépendance nationale, dissuasion nucléaire, construction d'une Europe confédérale au sein de laquelle Paris pourrait peser de tout son poids, dialogue avec l'Est, et notamment avec la Russie soviétique. Les rapports du président Pompidou

¹ Sur le même sujet, se reporter à Georges-Henri Soutou, « L'attitude de Georges Pompidou face à l'Allemagne », in Association Georges Pompidou, *Georges Pompidou et l'Europe*, Actes du colloque des 25 et 26 novembre 1993, Bruxelles, Complexe, 1995 p. 267-313 ; dans la même publication lire la contribution d'Adolf Kimmel, « La politique européenne de Georges Pompidou vue d'Allemagne », p. 315-327.

Pour une vue d'ensemble du sujet : Georges-Henri Soutou, *L'alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1951-1996*, Paris, Fayard, 1996 (plus particulièrement le chapitre IX – Georges Pompidou et l'Allemagne : l'impasse stratégique p. 311-350) ; Thierno Diallo, *La politique étrangère de Georges Pompidou*, Paris, LGDJ, 1992, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », tome 74 ; Pierre Jardin, Adolf Kimmel (documents rassemblés et présentés par), *Les relations franco-allemandes depuis 1963*, Paris, La Documentation Française, coll. « Retour aux textes », 2001, p. 143-200, chapitre III, « L'ère des avancées prudentes 1969-1973 » ; Renata Fritsch-Bournazel, « La France et l'Ostpolitik, étapes et interrogations », in Klaus Manfrass (Hrsgb), *Bonn-Paris. Eine dauerhafte Bindung schwieriger Partner*, Sigmaringen, 1984 ; Andreas Wilkens, *Der Unstete Nachbar : Frankreich, die deutsche Ostpolitik und die Berliner Vier-Mächte Verhandlungen 1969-1974*, München, Oldenbourg, 1990.

On ne manquera pas de lire Willy Brandt, *De la Guerre froide à la détente, 1960-1973*, Paris, Gallimard, 1978 ; Georges Pompidou, *Entretiens et discours*, 2 tomes, Paris, Plon, 1975 (l'avant-propos est signé d'Édouard Balladur).

avec l'Allemagne sont à inscrire dans ce cadre. Si les relations étroites que Bonn entretient avec Washington posent parfois problème à Paris, on sait en revanche en France qu'aucune puissance européenne ne fait réellement le poids face aux États-Unis et à l'Union soviétique. Les États européens ne peuvent peser à terme qu'à travers la construction d'un ensemble communautaire qui démultipliera leurs possibilités d'action, sans pour autant les dissoudre dans une structure supranationale. Pour donner corps à cette réalité européenne, le dialogue avec l'Allemagne reste aux yeux de Georges Pompidou une nécessité.

La coopération franco-allemande est d'abord indispensable si on veut relancer une Europe en panne. Au moment même où Pompidou s'assoit dans le fauteuil présidentiel, l'Allemagne se donne également un nouveau chancelier. Willy Brandt, chef du gouvernement allemand en octobre 1969, n'est certes pas un inconnu pour Georges Pompidou. L'ancien bourgmestre de Berlin, devenu à la faveur de la grande coalition ministre des Affaires étrangères de la RFA en 1966, avait, comme il le rapporte lui-même, été reçu dès 1963 par celui qui était alors Premier ministre du général de Gaulle². Depuis, il lui arrivait de croiser Pompidou dans le cadre des sommets franco-allemands. Cette Allemagne de Brandt, celle qui fait de l'Ostpolitik une de ses priorités en matière de politique extérieure, pouvait-elle rester un partenaire aussi fiable que celle d'Adenauer l'avait été pour le général de Gaulle ? Pompidou mesurait également d'autres risques. La puissance économique – de loin la première parmi les Six – n'incitait-elle pas la RFA à s'affranchir du contrôle dont elle était l'objet depuis sa création ? Dès lors, d'un point de vue français, la coopération avec cette Allemagne, dont on ne percevait pas toujours nettement les desseins, se devait être vigilante. Pouvait-elle alors demeurer toujours sans arrière-pensée ?

Le dialogue entre les deux États était également une nécessité dans le contexte international perturbé de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Les discussions stratégiques et les problèmes de sécurité occupèrent toujours une bonne part des entretiens entre le président français et le chancelier allemand. Souvent il fut question de la place et de l'attitude du couple franco-allemand devant ce que la diplomatie française qualifia de risque de « condominium américano-soviétique » en Europe³. Les deux États riverains du Rhin eurent parfois des vues divergentes ;

² Willy Brandt, *Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1990, p. 218.

³ Cf. les propos de Michel Jobert à ce sujet : dans ce cas de figure, l'Europe risque d'être « une non-personne », cités par Ernst Weisenfeld, *Quelle Allemagne pour la France ? La politique étrangère française et l'unité allemande depuis 1944*, trad. française, Paris, A. Colin, 1989, p. 131. On retrouve trace de propos et de pensées proches, dans le chapitre XIII de l'ouvrage d'André Fontaine, *Un seul lit pour deux rêves. Histoire de la détente (1962-1981)*, Paris, Fayard, 1982.

cela renforça les méfiances. D'autres questions les mirent également à jour : les questions monétaires, économiques, la crise pétrolière, la question du Proche-Orient... Ces problèmes, dont l'acuité est forte à partir de 1973, nous invitent également à réfléchir à une chronologie de ces relations. Le fossé entre les deux partenaires ne s'est-il pas creusé, au moment où le président Pompidou et le chancelier Brandt quittent à quelques semaines d'intervalle les responsabilités qui avaient été les leurs ?

Les sources disponibles, notamment celles des Archives de la présidence de la République utilisées essentiellement, permettent de répondre à certaines des questions évoquées ci-dessus. Mais le président Pompidou n'ayant dans un cadre officiel jamais marqué la moindre opposition ou méfiance à l'égard de l'Ostpolitik, par exemple, c'est vers d'autres témoignages qu'il a fallu se tourner pour essayer de serrer au plus près sa pensée. Ont ainsi été exploités certains témoignages (mémoires de ses collaborateurs, écrits de journalistes, d'hommes politiques français et allemands...) et les écrits consacrés à Georges Pompidou (biographie, actes de colloque, études historiques et mémoires de recherche). Cette recherche a été grandement favorisée par le travail précieux de Sarah Mohamed-Gaillard, Maître de conférences à l'INALCO et chargée de recherches, au début de cette étude, à l'Association Georges Pompidou. Les Archives nationales ont également été d'un précieux secours par leurs conseils, leur disponibilité et leur soutien constant. Il en va de même du comité scientifique de l'Association Georges Pompidou et de son président, le professeur Éric Bussière. Que les uns et les autres trouvent dans ces quelques mots l'expression de ma gratitude.

I. Pompidou, l'Allemagne et Brandt

L'arrivée de Pompidou à l'Élysée favorise une relance des relations franco-allemandes, dans la mesure où le chef de l'État bénéficie de l'atout constitué par le départ du général de Gaulle, surtout au lendemain des secousses de l'affaire Soames, une affaire qui témoigne une fois de plus de la crise de la CEE à la fin des années 1960⁴. Georges Pompidou croit en la construction européenne. Or celle-ci ne peut se faire sans l'Allemagne. La RFA que le président français côtoie a un atout, une force de frappe indéniable : sa puissance économique et financière qui lui offre de nouvelles marges de manœuvre. Si le président français est fermement décidé à poursuivre la coopération avec l'Allemagne et à maintenir les sommets franco-allemands, c'est parce qu'il est convaincu

⁴ Pour un bilan de la relation franco-allemande à l'arrivée de Georges Pompidou à l'Élysée, se reporter à Georges-Henri Soutou, *L'alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Paris, Fayard, 1996, notamment les chapitres VII et VIII ; et Maurice Vaisse, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998.

que l'axe Paris-Bonn est une composante essentielle de l'équilibre et de la survie de l'Europe. Il n'empêche qu'une certaine puissance retrouvée de l'Allemagne amène Pompidou à se poser de façon intermittente des questions sur une éventuelle résurgence du nationalisme allemand, qui pourrait prendre de nouvelles formes. Le nationalisme flamboyant et ravageur céderait par exemple sa place à un neutralisme qui permettrait la réunification. Le chef de l'État racontait ainsi à ses collaborateurs combien il avait été frappé, à l'ouverture des Jeux olympiques de Munich à laquelle il assistait, par l'accueil enthousiaste fait à la délégation de la RDA. Le fort sentiment national ne le choquait pas en soi, mais la perspective d'une Allemagne réunifiée et neutralisée lui faisait craindre la promesse d'une relation germano-soviétique privilégiée en Europe. Crainte renforcée à l'occasion par certaines maladresses de Brandt, notamment en septembre 1971 lorsqu'il ne tint pas le président français informé de son voyage en Crimée, auprès de Brejnev⁵. À plusieurs reprises, Georges Pompidou eut l'occasion d'exprimer cette méfiance. À Pierre Viansson-Ponté, à qui il confia par exemple, le 15 décembre 1970 : « Mon analyse personnelle tout entière repose sur l'Allemagne. [...] L'Europe doit servir à amarrer l'Allemagne à l'Europe de telle façon qu'elle ne puisse plus s'en détacher »⁶. Ne dit-il pas la même chose à Richard Nixon aux Açores en décembre 1971 ?

Il faut que l'Europe soit unie pour faire solidement face à l'Est. C'est surtout nécessaire à l'égard de l'Allemagne qui est maintenant, je le pense, fortement ancrée à l'Occident, mais dont on ne sait jamais quelle peut être l'évolution. Il est clair qu'en fin de compte sa réunification ne peut être accordée que par l'Union soviétique et un jour l'Allemagne donnera-t-elle la priorité à cet aspect ? On peut s'interroger⁷.

Le président français émit même parfois des réserves quant à la profondeur de l'engagement allemand dans la construction européenne. La division de l'Allemagne – ce fameux problème allemand – handicapait le processus, rendait improbables à ses yeux une politique extérieure et une défense communes. « Sa méfiance auvergnate », pour reprendre l'expression de Maurice Schumann, l'amena à confier au journaliste américain

⁵ Voir par exemple Ernst Weisenfeld, *Quelle Allemagne pour la France ? La politique étrangère française et l'unité allemande depuis 1944*, Paris, A. Colin, 1989, p. 125 et suiv.

⁶ Cité par André Fontaine, *Un seul lit pour deux rêves. Histoire de la détente (1962-1981)*, Paris, Fayard, 1981, 538 p., chapitre X, p. 229-257.

⁷ Cité par Éric Roussel, *Georges Pompidou, 1911-1974*, Paris, Jean Claude Lattès, 1994, p. 469.

Sulzberger que si l'Allemagne redevenait une grande puissance, « elle irait à nouveau vers l'Est »⁸.

Il fallait dès lors, pour le président français, que Paris conserve le moyen d'influencer l'évolution de la question allemande. Le meilleur moyen pour y parvenir restait encore le maintien d'une relation exemplaire entre les deux États riverains du Rhin. Georges Pompidou le rappelle explicitement dans une note du 28 novembre 1969 :

J'attache beaucoup d'importance aux rapports entre la France et la République fédérale allemande, et particulièrement à mes rapports personnels avec le Chancelier. Je ne vois qu'avantage à des échanges de vue directs et confidentiels⁹.

Au lendemain des entretiens franco-allemands de janvier 1970, il s'exprima de manière analogue dans *Le Monde* : « tout est si difficile quand nous nous opposons, tout est plus facile si nous sommes ensemble »¹⁰. Dans ses *Mémoires*, Brandt lui-même confirme l'importance de la relation franco-allemande pour le chef de l'État français. À la conférence de La Haye (décembre 1969), lors d'un tête-à-tête avec le chancelier Brandt, Pompidou exige que la coopération entre les deux nations ne fasse pas les frais de l'élargissement au Royaume-Uni¹¹.

La relation entre Pompidou et Brandt fut à bien des égards exemplaire, compte tenu du fait qu'il n'y avait pas beaucoup d'atomes crochus entre les deux hommes. Tous les témoignages concordent. L'ambassadeur von Braun constate laconiquement : « ils avaient une différence d'approche de la vie ». Quant à l'interprète du Quai d'Orsay, il explique que dans les têtes à têtes, « c'était à celui qui se tairait le plus longtemps »¹². La relation était complexe, et Pompidou trouvait indéniablement que Willy Brandt était un homme compliqué. C'est probablement Michel Jobert qui parle le mieux des rapports entre les deux hommes d'État. Brandt, décrit comme un esprit ouvert et conciliateur, aurait séduit Pompidou par « sa bonhomie et sa jovialité ». Mais sur la « psychologie du dialogue » pesaient plusieurs facteurs. La rivalité sur la scène européenne, les éloges dont Brandt était couvert par la presse (y compris française), et le renforcement économique allemand irritaient parfois le

⁸ Cité par Georges-Henri Soutou, « L'attitude de Pompidou face à l'Allemagne », in *Georges Pompidou et l'Europe*, Bruxelles, Complexe, 1995 ; voir également Cyrus L. Sulzberger, *Dans le tourbillon de l'histoire. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1971.

⁹ Archives nationales, 5AG/1009, Note du Président de la République, 28 novembre 1969.

¹⁰ À la suite des entretiens franco-allemands des 30 et 31 janvier 1970, Pompidou s'exprime ainsi dans *Le Monde* du 2 février 1970.

¹¹ Willy Brandt, *Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1990, p. 369.

¹² Ces deux témoignages sont reproduits dans *Georges Pompidou et l'Europe*, Actes du colloque des 25 et 26 novembre 1993, *op. cit.*, p. 329-334.

président français. Pompidou ne tenait pas en estime les « agenouillements publics » du chancelier, pensant aux dires de Jobert, que « la publicité ne méritait pas tous les sacrifices », si elle ne rendait pas suspects « les démarches du cœur ». Pompidou prit certainement ombrage de cela, et le prix Nobel accordé à Brandt n'arrangea pas les choses. Brandt – c'est toujours Jobert qui l'affirme – restait en fin de compte une énigme pour Pompidou. « Je ne le situe pas. Où est-il ? Que veut-il ? Nos conversations sont toujours excellentes et rien ne suit » confia-t-il à son collaborateur¹³. Il n'empêche, comme le remarqua déjà Monnet, que ces deux caractères si différents eurent un dialogue riche, soutenu et confiant¹⁴.

Les entretiens réguliers leur permirent de faire un large tour d'horizon des questions internationales. Ils avaient conscience de l'importance de leurs discussions pour l'équilibre de l'Europe qui dépendait, pour une large part, de la France et de l'Allemagne. Ils savaient surtout que la qualité de ce dialogue permettrait de dépasser les « plaies vives d'autrefois », si promptes à se réveiller si on leur en laissait l'opportunité. On est ainsi frappé à la lecture des archives de la présidence des vastes tours d'horizon auxquels se livrent les deux hommes à l'occasion de chaque rencontre au sommet. Bien plus, l'information circule et les deux responsables politiques se font part de leurs rencontres avec d'autres chefs d'État. Plusieurs exemples permettent d'en montrer l'étendue et la teneur. Il s'en dégage une impression d'un dialogue plus confiant qu'on ne l'a souvent décrit. Quel que soit le contexte, la correspondance entre le président de la République et le chancelier est à cet égard révélatrice. Quelques moments pris au hasard des archives l'illustrent¹⁵. Au lendemain de la visite de Heath à Paris (20 et 21 mai 1971), Pompidou écrit à Brandt :

Vous avez bien voulu, au lendemain de la visite à Bonn de M. Heath, me faire part des impressions que vous aviez retirées de vos entretiens avec le Chef du gouvernement britannique. J'ai moi-même eu le plaisir de recevoir à Paris... le Premier ministre de la Grande-Bretagne, avec lequel j'ai pu m'entretenir de façon prolongée et approfondie de l'ensemble des problèmes que posent l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun et l'avenir de la Communauté élargie. Je sais que cette rencontre répondait aux souhaits que vous aviez formulés. Aussi ai-je pensé vous informer sans tarder de ses résultats, en vous faisant à mon tour, dans le cadre des échanges de vues étroits

¹³ Michel Jobert, *Mémoires d'avenir*, Paris, Grasset, 1974, 310 p.

¹⁴ Jean Monnet, *Mémoires*, tome 2, Paris, Fayard, 1976, chapitres XX et XXI.

¹⁵ Pour les extraits qui suivent, se reporter plus particulièrement à CHAN, 5 AG 2/103 et 1009. Le lecteur pourra également se faire une idée de la richesse de ce dialogue en parcourant les documents reproduits dans cet ouvrage, notamment le propos liminaire contenu dans « un dialogue sans tabou ? ».

que nous poursuivons, des réflexions et conclusions que j'en ai personnellement tirées¹⁶.

Brandt, un an auparavant n'avait-il pas déjà loué, la grande droiture de Pompidou, lui envoyant au lendemain de la visite des dirigeants soviétiques en France au printemps 1970, ces quelques lignes :

En apprenant les paroles de votre toast à l'occasion de la visite à Paris de Monsieur Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, par lesquelles vous avez souligné l'importance primordiale de la réconciliation franco-allemande pour l'histoire européenne d'après-guerre et son irrévocabilité, j'éprouve tout comme le Gouvernement fédéral, une grande satisfaction. Vous avez placé cette évolution, si exemplaire en Europe occidentale, en mentionnant particulièrement le dialogue germano-soviétique dans le grand contexte de la détente entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, et vous avez soutenu la politique de mon gouvernement. Je vous remercie très sincèrement de cette expression de solidarité¹⁷ !

Les ponts entre les deux hommes ne sont jamais coupés, même dans des périodes plus difficiles et tendues entre les deux pays. Juste pour exemple un échange de lettres entre les deux responsables, au moment où les questions de la définition des rapports entre l'Europe et les États-Unis se posent avec crispation. Par un courrier du 29 septembre 1973, le chancelier rend compte au président français de sa visite récente à Washington. Il invite Georges Pompidou à prendre l'initiative d'une réunion des membres de l'OTAN à Paris, « afin d'examiner en sessions spéciales... l'état et le développement de l'Alliance en vue d'une déclaration ». Le refus de Georges Pompidou de donner suite à cette proposition, n'entame en rien la qualité des rapports. Bien au contraire, dans un courrier du 17 octobre, le Président français insiste sur la nécessité des échanges de vues, « élément essentiel du progrès de la construction européenne ». Ces échanges peuvent parfois aller jusqu'à certaines indiscretions. Jobert n'écrit-il pas que Brandt fut mis dans la confidence du départ de Chaban-Delmas à l'été 1972¹⁸ ! Lorsqu'on ajoute aux rencontres Pompidou-Brandt, les discussions régulières que le président français eut avec les représentants de l'opposition allemande, Rainer Barzel d'abord, Helmut Kohl ensuite, on mesure l'importance de la RFA pour la politique de la France. Là également, la franchise prévaut et le double jeu n'est pas de mise, Georges Pompidou défendant exactement le même point de vue face au chancelier ou face à l'opposition parlementaire. Bien davantage, à plusieurs reprises, alors qu'il est plutôt

¹⁶ CHAN, 5 AG 2/103 et 1009, Lettre de Georges Pompidou à Willy Brandt, 26.05.1971.

¹⁷ CHAN, 5 AG 2/103 et 1009, Lettre de Willy Brandt à Georges Pompidou, 04.06.1970.

¹⁸ Michel Jobert, *Mémoires d'avenir*, op. cit., p. 204.

proche idéologiquement des chrétiens-démocrates, il prit fait et cause pour la politique de Brandt, notamment sa politique extérieure.

De ce dialogue, il faut d'abord relever le soutien accordé par Georges Pompidou à l'Ostpolitik.

II. Georges Pompidou et l'Ostpolitik

Les mémoires du chancelier Brandt décrivent une France qui, à propos de l'Ostpolitik, « oscillait nettement entre la compréhension et les spéculations effrénées »¹⁹. Les archives françaises révèlent en tout cas un chef d'État tout à fait favorable à l'Ostpolitik. « Nous sommes tout à fait d'accord sur votre politique de rapprochement avec l'Union soviétique » dit-il à Brandt en décembre 1971, tout en ajoutant : « je dis à tous que nous approuvons complètement votre politique et que nous la soutenons »²⁰. Il ne s'agit pas simplement de paroles de circonstances. Georges Pompidou connaissait en effet les divergences qui s'exprimaient au sein du gouvernement allemand à propos de l'Ostpolitik et mesurait les réticences de l'opposition à accepter cette ligne, en témoignent les débats parlementaires sur les traités avec l'Est. Il s'employa à faciliter leur ratification, ce qui est loin de l'image d'un homme hostile et méfiant. La réception du chef de l'opposition, Rainer Barzel, le 22 mars 1972 est l'occasion pour le président français de rappeler combien il tient à la ratification des traités et désapprouve les atermoiements de l'opposition allemande sur cette question²¹. Ce qui intéressait la France dans cette réorientation de la politique allemande c'était qu'elle favorisait la détente. Il fallait un climat apaisé entre l'URSS et l'Europe occidentale, de façon à ce que cette dernière puisse se développer en paix, ce qui garantissait bien évidemment un renforcement de l'influence française. Paris savait aussi que l'Ostpolitik confortait le *statu quo* européen. La reconnaissance des frontières que cette politique comportait consacrait l'héritage à la fois des règlements de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide. Elle ne pouvait dans l'immédiat que garantir la division de l'Allemagne. Ces conséquences immédiates de l'Ostpolitik satisfaisaient au plus haut point le président français²².

Mais Georges Pompidou n'était pas dupe des intentions à long terme de la politique extérieure de Willy Brandt. Il savait qu'il s'agissait également d'une stratégie pour résoudre la question allemande. Pour lui, les

¹⁹ Willy Brandt, *Mémoires*, op. cit., p. 163.

²⁰ CHAN, 5 AG 2/105 et 1011, Compte rendu du second entretien en tête à tête entre Georges Pompidou et Willy Brandt au Palais de l'Élysée, 4 décembre 1971.

²¹ CHAN, 5 AG 2/106, Compte rendu de l'audience accordée par Georges Pompidou à M. Barzel, Président du CDU, 22 mars 1972.

²² Se reporter aux travaux de Georges-Henri Soutou mentionnés ci-dessus.

dirigeants allemands maintenaient ouverte, à travers cette politique de rapprochement avec l'Est, la possibilité d'une réunification, certes à long terme. Celle-ci pourrait provenir d'une modification du système de sécurité européen, et donc d'un accord avec Moscou. Cette crainte d'une collusion germano-soviétique, Georges Pompidou en fait part à Rainer Barzel lors d'un entretien en mars 1970. « La logique de la position allemande serait, aux dires du président français, au fond une Europe de l'Atlantique à l'Oural. C'est le vrai moyen pour que l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est puissent vivre ensemble. »²³ Dès lors, il devenait évident pour Paris qu'il fallait soutenir la détente que renforçait l'Ostpolitik et renvoyer la réunification à un futur indéterminé. On pouvait compter sur Moscou pour être un allié objectif de tels desseins, les Soviétiques n'ayant pas intérêt à une réunification allemande qui représenterait un risque pour leur bloc. D'autres États du bloc communiste, comme la Pologne, avaient les mêmes objectifs, Varsovie rappelant à bon escient l'irréversibilité de la ligne Oder-Neisse. C'est ce que Pompidou fit parfois comprendre à Willy Brandt, en lui enjoignant d'avancer prudemment et en lui conseillant de ne pas compter sur une déstabilisation de la RDA. Dans certaines interventions, le président français explique de surcroît que l'Allemagne de l'Est est un pays différent de l'Allemagne de l'Ouest. Cela permet de comprendre la reconnaissance rapide de Berlin-Est par la France. Paris reconnaît en effet la RDA, le 9 février 1973, à la suite de conversations entamées le 22 décembre 1972, au lendemain de la signature du traité fondamental interallemand. Cette précipitation froisse Bonn, où on parle à ce propos de « hâte intempestive », voire de « coups bas bien ajustés »²⁴.

La coopération vigilante que les deux partenaires entretiennent sur ce terrain se résume ainsi aux yeux de la France : oui à une Ostpolitik qui favorise la détente, mais il y a une irréversibilité de la division de l'Allemagne et des frontières. C'est sur le statut de Berlin que Georges Pompidou s'opposera à toute évolution. « On ne doit pas toucher au statut de Berlin », note-t-il le 3 octobre 1969²⁵. Il n'était pas question, aux yeux du président français, que la RFA obtienne le droit d'incorporer Berlin-Ouest en échange d'une Ostpolitik qui consacre la détente. Pompidou veilla ainsi à ce que le statut berlinois ne fut pas considérablement remis en cause, comme en témoigne l'accord quadripartite du 3 septembre 1971. Sur ce point, ces propos ne purent entretenir l'illusion chez Willy

²³ CHAN, 5 AG 2/104 et 1010, Compte rendu de l'audience accordée par Georges Pompidou à Rainer Barzel à Paris, 5 mars 1970.

²⁴ Cité par Thierno Diallo, *La politique étrangère de Georges Pompidou*, Paris, LGDJ, 1992, p. 61 et suiv.

²⁵ Cité par Georges-Henri Soutou, « L'attitude de Georges Pompidou face à l'Allemagne », *op. cit.*, p. 277 et suiv.

Brandt. Le 3 juillet 1970, lors d'un sommet franco-allemand, il confie au chancelier que Berlin reste aux yeux de la France vitale pour le maintien de l'équilibre en Europe. Tellement importante, que le président français souhaite que l'on attende les résultats des négociations de Brandt avec l'URSS, avec la Pologne et avec la RDA, pour ensuite élargir la discussion au cas berlinois. L'inverse lui semble en effet risqué. Le quadripartisme est essentiel, parce qu'il engage l'URSS. Tout autre statut livrerait la ville au chantage permanent des États du bloc soviétique. Il n'était donc pas question pour Pompidou de renoncer à un pion majeur pour la sécurité européenne et pour l'évolution ultérieure de la question allemande²⁶. L'accord du 3 septembre 1971 avait le double avantage, aux yeux du président français, de conserver les droits français sur la ville et de ménager les Soviétiques, qui ne voulaient rien savoir des desseins de Bonn. Il se montra très ferme sur ce point avec Brandt, à qui il expliqua le 3 juillet 1970, que le statut de Berlin n'était pas une « question de vanité », mais un élément essentiel de l'équilibre européen.

L'Ostpolitik amena le président français à parfois douter de la profondeur de l'engagement européen de l'Allemagne. Certains gestes ont froissé Georges Pompidou : il considéra ainsi comme inamical le fait que Brandt ne l'ait pas informé en septembre 1971 de sa visite à Brejnev en Crimée. Pompidou aurait aimé que Paris et Bonn marchent d'un même pas à l'égard des problèmes Ouest-Est, car la France avait pris par le passé certaines positions et ne souhaitait pas être prise en porte à faux par les initiatives allemandes. Le président français partageait notamment cette idée répandue que l'Allemagne portait une part de responsabilité dans la crise tchèque à cause d'avances faites à Prague. Il en espérait dorénavant une prudence allemande dans les rapports avec les démocraties populaires, même s'il encourageait Brandt à poursuivre la politique de détente. Il voulait simplement être tenu au courant des négociations. Le soutien de Pompidou à la détente ne valait pas pour autant acquiescement à une éventuelle réunification allemande. Il savait que le chancelier avait besoin de l'appui français. Brandt et la RFA, confia-t-il à Nixon en décembre 1971, « ont besoin de notre bénédiction »²⁷. La vigilance reste de mise tout au long de son mandat : « ... il y a deux Allemagne ; ce qui représente toujours une inconnue, non pas quant à la politique du gouvernement, mais quant au destin du peuple allemand ». Sa crainte, Pompidou l'exprime à Pierre Viansson-Ponté : « qu'on assiste à la réunification à l'abri d'une soi-disant neutralité où surgit bien vite l'arme nucléaire allemande »²⁸. Il est également certain qu'avec l'Ostpolitik le rôle de la

²⁶ CHAN, 5 AG 2/104 et 1010, Compte rendu de l'entretien en tête à tête entre Georges Pompidou et le chancelier de la RFA à Bonn, 3 juillet 1970.

²⁷ Voir Éric Roussel, *Georges Pompidou, op. cit.*, p. 469.

²⁸ Se reporter à André Fontaine, *Un seul lit...*, *op. cit.*, p. 247-253.

France s'amenuisait. La RFA devenait à l'Est un partenaire intéressant non seulement sur le plan économique, mais surtout sur le plan politique puisqu'elle acceptait et stabilisait les frontières établies en 1945. Bonn partenaire privilégié de Moscou relance en France la hantise de Rapallo. La presse en parle allègrement en septembre 1971, au lendemain du voyage de Brandt en Crimée. Cette « liberté » diplomatique de la RFA renforce la puissance économique. Pompidou ne cesse dès lors de s'interroger sur le rôle que jouera la RFA à l'avenir.

Le président français ne pouvait pas officiellement exprimer ses réserves. Après tout, l'Ostpolitik ne se situait-elle pas dans le fil de la politique du général de Gaulle : détente, entente mutuelle. Mais l'Allemagne n'avait plus besoin de l'entremise de la France pour parler avec Moscou. Pour Pompidou, Brandt ne cherchait certainement pas à éloigner l'Allemagne de ses partenaires européens, mais sa politique pouvait y conduire. Si le soutien à l'Ostpolitik allait de soi, le président français était en revanche parfois réservé sur la méthode qu'il jugeait par moment trop imprudente et trop unilatérale, regrettant le manque de consultations de la part du chancelier. Certaines positions de personnalités allemandes renforçaient les craintes de Pompidou. Sur Berlin, par exemple, les propositions de Bahr eurent le don de l'irriter. Celui-ci voulait conclure un traité entre les deux États allemands, dont les clauses seraient ensuite garanties par les Alliés²⁹. Pour dissiper toute possibilité de dérive, la réponse c'est l'Europe. C'est elle qui maintiendra l'Allemagne à l'Ouest. Le sommet de La Haye vise la relance de la construction communautaire. Pompidou lève à la fois le veto français à l'adhésion britannique et se lance dans l'approfondissement communautaire. La perspective d'une Union économique et monétaire répond ainsi davantage aux vœux français qu'aux souhaits allemands. Mais c'est surtout par le renforcement de la coopération bilatérale que le président français entend empêcher l'Allemagne de céder aux sirènes d'une réunification-neutralisation. Amener Bonn à renforcer ses liens avec Paris, à travers des projets concrets, répondrait à plusieurs objectifs : renforcer la puissance française, approfondir l'Europe, la consolider face à l'URSS, mais également face aux États-Unis...et garantir à long terme la paix.

III. Pompidou et la coopération bilatérale

Même si la coopération et le rapprochement franco-allemands restent à la base de la construction communautaire, Georges Pompidou ne manque pas de relever la contradiction entre l'Ostpolitik, qui suppose la permanence et la prééminence de la nation allemande, et « la tendance apparente à la supranationalité européenne des Allemands ». Le président

²⁹ Cf. Ernst Weisenfeld, *Quelle Allemagne pour la France ?*, op. cit., p. 125 et suiv.

français sait aussi que pour Bonn les relations avec Washington sont prioritaires. Le lien est étroit entre question allemande et Europe. Si l'on veut ancrer l'Allemagne, il faut des solidarités franco-allemandes effectives. Ces relations bilatérales peuvent également empêcher les dérives auxquelles l'Ostpolitik conduirait éventuellement. Elles seraient le support concret d'une construction européenne. Les différentes rencontres entre le Président français et ses partenaires allemands furent systématiquement l'occasion de parler des actions concrètes de la coopération franco-allemande.

Coopération culturelle

Sur la question linguistique, le président Pompidou exigea une égalité de traitement entre le français et l'anglais dans l'enseignement des langues en Allemagne. À plusieurs reprises, il demanda que des statistiques soient fournies par le ministère de l'Éducation nationale sur l'enseignement des langues étrangères en France. Elles « fourniront, dit-il, un argument pour demander que le français ait, en Allemagne, le même statut que l'allemand en France ». Mais Brandt se réfugia systématiquement derrière l'autonomie des *Länder* en matière éducative et le dossier ne progressa guère dans les rencontres au sommet. Si la modification de l'accord de Hambourg (entre les ministres-présidents des *Länder*) satisfait les désirs français d'égalité de traitement avec l'anglais au niveau des lycées, il n'empêche que le monopole de fait de la langue anglaise continue à subsister dans les établissements techniques, du primaire supérieur et les *Realschule*. Il faut cependant mentionner le développement des échanges d'enseignants et l'ouverture rapide en RFA de lycées mixtes (franco-allemands). Le président français se réjouit également des progrès de la coopération dans l'enseignement supérieur. Germanistes et romanistes purent dorénavant au niveau de la licence d'enseignement effectuer un semestre d'études dans le pays partenaire et y parfaire la langue du voisin. Des conversations qui visent à harmoniser les études et les examens dans l'enseignement technique et la formation professionnelle furent poursuivies, toutes actions par ailleurs qui permettront les réalisations concrètes que Georges Pompidou affectionne.

Si l'on peut se féliciter à Paris, comme à Bonn d'ailleurs, des succès de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) en matière d'échanges de jeunes, il faut cependant souligner la faiblesse de la coopération entre les administrations chargées de la fonction publique. La faiblesse numérique des opérations apparaît. Peu de séjours réciproques, et cette lacune au niveau des rencontres humaines « freine vraisemblablement la politique commune ». L'insuffisance des connaissances linguistiques et les modèles d'organisation administrative différents constituent-ils des obstacles insurmontables, comme le prétendent les

coordonnateurs de ces programmes ? Probablement non. Des coopérations existent au niveau des écoles vétérinaires de Munich et de Toulouse, des postes et télécommunications. Surtout des coopérations analogues entre la France et le Royaume-Uni ont davantage de succès. On est alors obligé d'admettre « qu'il n'y a aucun zèle naturel des deux côtés ». « L'impulsion, comme le note Jean-René Bernard, devrait donc être donnée au plus haut niveau ». Cela passe, comme le suggère le même Bernard au président de la République, par un remplacement du coordonnateur : « peut-être, M. Lapie pourrait-il passer la main, après le dixième anniversaire du traité franco-allemand, à quelqu'un qui parle un peu allemand et qui serait susceptible d'animer réellement les administrations dont les trop occupations quotidiennes (*sic*) sont ailleurs. »³⁰

Coopération industrielle

Plus intense est le chantier de la coopération industrielle. Il convient de préciser que si Paris accorde une importance capitale à la politique industrielle et à l'intervention de l'État, l'économie de la RFA a l'habitude de se mouvoir dans un cadre plus libéral. La coopération en matière industrielle et technologique devait pour Georges Pompidou ancrer davantage l'Allemagne dans la CEE, dans la mesure où des réalisations concrètes avec la France lèveraient à terme l'hypothèque d'une neutralisation-unification que le président français craignait. Elle permettrait également à la France de poursuivre la modernisation de son tissu industriel, et contribuerait de ce fait au renforcement de sa puissance, Georges Pompidou ayant conscience de la fragilité économique de son pays face à la RFA. Dès le sommet de Bonn en septembre 1969, Ortolé et Schiller avaient relevé la faiblesse des investissements réciproques entre les deux pays, investissements de surcroît trop localisés à leurs yeux le long de la frontière commune. À Paris, en janvier 1970, les deux ministres en viennent à évoquer la coopération économique et industrielle franco-allemande. Trois grands domaines furent l'objet d'une attention soutenue de la part du président français : la coopération spatiale et aéronautique, la coopération en matière d'armements et enfin la coopération nucléaire.

³⁰ Voir par exemple Pierre Jardin, Adolf Kimmel (documents rassemblés et présentés par), *Les relations franco-allemandes depuis 1963*, Paris, La Documentation française, coll. « Retour aux textes », 2001, p. 143-200.

*Aéronautique et programme spatial*³¹

Lancé en 1967, le programme Airbus fait l'objet en juin 1969 d'un accord franco-allemand, qui vise à le sortir de ses ornières. La coopération progresse dans ce secteur, malgré les hésitations allemandes. Celles-ci s'expriment surtout lorsqu'il s'agit de s'intéresser à la commercialisation de l'appareil européen. On relève par exemple du côté français en juin 1970 que l'absence d'accord avec les Allemands sur cette question ne permet pas à Airbus-Industrie de faire des offres attractives aux compagnies. En janvier 1973, le président évoque encore cette question avec le chancelier : il s'agit d'éviter que la France ne paie pour l'ensemble des partenaires les avantages qui permettront à l'appareil de se vendre. Des progrès sont cependant réalisés au cours de l'année 1973, même si les Allemands récusent encore certaines pratiques par trop étatiques pour eux. La coopération franco-allemande est déterminante dans la création en 1972 de l'Agence spatiale européenne et dans la définition du projet Ariane. Tout n'est cependant pas facile entre les deux partenaires. La question du lanceur (Europa III) oppose la technologie allemande et française. La technique allemande suppose un délai de construction plus long (délai de 10 ans), alors que le procédé français est applicable à partir de 1977. Un projet de satellite (Symphonie) est également à l'étude. La France souhaite, en s'appuyant sur le lanceur et le satellite, apporter la preuve que l'Europe est capable de mettre en orbite géostationnaire un petit satellite et donc en œuvre un projet spatial complet et cohérent. L'Allemagne en revanche considère que l'Europe ne pourra le lancer avec quelques chances de succès qu'à moyen terme et préconise par conséquent une participation au programme américain Post-Apollo. Il s'agit en effet pour elle de garder le contact avec la technologie de pointe. Elle accepte cependant de participer à hauteur de 20 % au financement du lanceur français. Le président français rejoint également le lot des pays participant au programme américain (position compréhensible sur le plan technologique), mais souhaite que les utilisateurs de la CEE accordent leur préférence au lanceur français plutôt qu'à un lanceur américain.

Armement

En matière d'armements, un avion école voit le jour à la fin de l'année 1970, l'Alphajet, fruit d'un travail en commun entre Dassault et Dornier. Bonn passe également commande d'une vingtaine de vedettes lance-missiles. Mais la coopération reste difficile et dès 1971, Georges Pompidou est obligé de constater que Bonn recherche davantage la coopération avec

³¹ Sur toutes les questions de la coopération bilatérale se reporter aux documents de la première partie du présent ouvrage. On peut compléter par Georges-Henri Soutou, « L'attitude de Georges Pompidou face à l'Allemagne », *op. cit.*, p. 284 et suiv. ; du même, *L'alliance incertaine...*, *op. cit.*

le Royaume-Uni sur les programmes importants, Eurogroupe³² oblige. N'oublions pas non plus que les États-Unis exigent, dans le cadre de cette instance, des achats de compensation. Dès le mois de janvier 1970, au moment de la préparation du sommet franco-allemand, le chef de l'État admet bien volontiers que le volume de la coopération pour ce qui est de ce secteur est bien inférieur à ce que la France pourrait souhaiter. Même le projet Alphajet suscite des divergences, les Allemands renonçant à l'entraînement commun des pilotes et demandant une modification des caractéristiques techniques de l'appareil. Pour ce qui est du financement commun du missile antichar HOT, les autorités allemandes s'orientent vers la commande d'un missile anti-char américain (le TOW), concurrent direct de l'arme franco-allemande. Un bilan effectué pour le président de la République fait le point sur cette coopération. Il montre à la fois les réalisations (lancement de la série du MILAN, financement du HOT) et les menaces qui pèsent sur certains programmes (risque que la RFA se désengage du système ROLAND). Le programme Alphajet est lui-même sujet à modification, l'état-major allemand ayant, comme il fallait s'y attendre, demandé la mise au point d'un avion tactique d'appui au sol. Dès lors et pour sauver cette coopération, on développa deux versions : école pour la France, appui au sol pour l'Allemagne. Ces projets anciens (Alphajet, ROLAND, MILAN, HOT) progressent cependant au cours de l'année 1972, jusqu'à produire comme le relève une note de la présidence de la République en novembre 1973 des résultats satisfaisants. Ce qui inquiète davantage le président français à la fin de l'année 1973 c'est l'absence de perspectives dans ce domaine. Les pistes évoquées (projet de Bréguet Atlantic, Mark II et un char de combat commun) sont pour l'instant lettre morte et une relance est nécessaire aux yeux de Georges Pompidou. Est-ce envisageable dans le climat de tension européen à la fin de l'année 1973 ?

Nucléaire

Dans le domaine du nucléaire civil, Pompidou évoqua directement avec Brandt la question de la coopération franco-allemande les 30 et 31 janvier 1970. Elle aboutit sur un point, l'approvisionnement en uranium. La prise de participation de la société allemande Urangesellschaft dans le capital de la Société nigérienne des mines de l'Air prouve au besoin qu'un avenir commun était possible. Certaines opérations commerciales ont également été concrétisées : vente d'uranium aux sociétés allemandes (Brunhilde, Kraftwerk-Union, etc.) Pour ce qui est des centrales nucléaires et des réacteurs, le couple franco-allemand eut du mal à avancer d'un même pas. Sur la question des centrales, Pompidou envisage une collaboration avec les industriels allemands dès que l'industrie

³² Signalons que les notes font tantôt référence à l'Eurogroupe et tantôt à l'Eurogroup.

française aura réussi sa restructuration. Il le dit clairement en janvier 1970, lors de la réunion préparatoire du sommet franco-allemand :

L'objectif du gouvernement français était d'empêcher le rachat de Jeumont-Schneider par Westinghouse et d'inciter d'abord l'industrie française électro-nucléaire à se regrouper. Si ce regroupement se réalise alors le groupe français pourra discuter avec les groupes étrangers.

Quelles sociétés étrangères ? Le président français songe clairement à Siemens, ce qui répondrait d'après Georges Pompidou aux vœux de Brandt. Au début de cette année 1970, les deux États envisagent également la construction d'un accélérateur de particules. Mais il s'agit de dénouer le problème de sa localisation : implantation en RFA, en Belgique ou en France. La France se rallierait volontiers au site belge, alors que l'Allemagne espère une installation sur son sol. Les industriels allemands sont quant à eux déterminés à poursuivre leur coopération avec les Américains. Pour les réacteurs, même s'il y a une réticence allemande à traiter avec des Français qui passent pour avoir un avantage technologique dans ce secteur, notamment pour les réacteurs à haute température, il n'empêche qu'en 1971 EDF et RWE esquissent la construction ensemble d'un Super Phénix qui s'appuierait sur les procédés techniques français. On se félicite également de la construction en commun d'un réacteur à haut flux de neutrons, installé à Grenoble. Il y a cependant de nombreux ressentiments franco-allemands. L'appel d'offres pour la centrale de Fessenheim a été exclusivement réservé aux groupes français (Creusot-Loire et CGE), ce qui indisposa les Allemands. Kraftwerk-Union dut s'effacer devant CGE pour la construction de la centrale de Kaiseraugst en Suisse. Ces épisodes prouvent en tout cas qu'en matière de coopération industrielle des progrès peuvent encore être faits. D'une façon générale et malgré de bonnes relations franco-allemandes dans le domaine de la recherche nucléaire, il faut noter que les industriels français craignent leurs homologues d'Outre-Rhin. Morcelée, l'industrie française cherche d'abord à se regrouper avant de traiter avec les firmes allemandes. Dans le domaine des réacteurs à haute température, où en revanche les industriels allemands souffrent d'un handicap par rapport à leurs collègues français, les firmes allemandes songent à une alliance avec des groupes américains. La collaboration franco-allemande suppose deux préalables : l'achèvement de la restructuration de l'industrie française et la définition d'une politique nucléaire réaliste.

La production d'uranium enrichi montre clairement les limites de la coopération industrielle et technologique entre les deux pays. Paris exprime sa méfiance vis-à-vis du procédé de l'ultracentrifugation qui rallie, dans le cadre du projet URENCO, Britanniques, Allemands et Néerlandais. Le président français craignait d'éventuelles applications militaires – ce qui aurait permis à l'Allemagne d'accéder par des moyens détournés à

la dissuasion. Il propose alors la construction d'une usine européenne reposant sur le procédé de la diffusion gazeuse utilisé à Pierrelatte. Le projet de Pompidou accorde la priorité à la méthode française, mais ne ferme pas la porte aux perspectives allemandes. L'hôte de l'Élysée envisage dans un second temps la construction éventuelle d'une usine utilisant la technique de la centrifugation. Il est prêt à accepter des participations allemandes et françaises croisées pour la réalisation de ces unités d'enrichissement de l'uranium. À Bonn, lors d'une réunion franco-allemande, les autorités allemandes refusent de suivre le président français, ne voulant pas dépendre de la France dans un domaine si crucial. Cela conduit Pompidou à donner la priorité à son projet, et, le 23 novembre 1973, il annonce sa décision de construire une usine d'enrichissement par diffusion gazeuse. Ainsi naît EURODIF, avec les Belges, les Italiens et les Espagnols. Bonn maintient son projet, et Brandt refuse, le 26 novembre 1973, la participation croisée que Pompidou venait de lui proposer. Ce refus, dans le contexte de l'automne 1973, vexe profondément Georges Pompidou, qui envisageait une coopération franco-allemande dans le domaine nucléaire sous une direction française. Voulait-il se prémunir contre une éventuelle tentation militaire allemande ?

Autres chantiers industriels

D'autres chantiers préoccupent le président français. Différents groupes industriels français et allemands ont développé des recherches dans le domaine des trains à grande vitesse. La technologie française (aérotrain) suit une voie différente de celle des industriels allemands (véhicule à coussin magnétique). Paris souhaite bien davantage qu'un échange d'informations. Les autorités françaises seraient disposées à utiliser l'industrie allemande pour développer l'aérotrain, qui sera au point, du moins l'espèrent-elles, bien avant les véhicules à coussins magnétiques. La coopération dans les régions frontalières inquiète également les responsables français. La mise en œuvre d'un plan de développement régional en Sarre suscite l'installation de groupes français, venus profiter des primes et subventions. Tour à tour Michelin et Kléber-Colombes s'y fixent. Cela incite les travailleurs français à chercher un emploi de frontalier. Mais le phénomène crée des déséquilibres, et les entreprises allemandes, qui pourraient bénéficier du niveau relativement bas des salaires français, évitent, elles de se fixer en Lorraine. Paris attache enfin de l'importance à une politique énergétique européenne et souhaite y rallier le gouvernement allemand. Il est nécessaire aux yeux du président français que l'Europe se donne les moyens d'assurer son approvisionnement pétrolier à des conditions économiques satisfaisantes. La conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement européens en octobre 1972 abonde dans ce sens. Cela suppose renforcer les intérêts

industriels communautaires du secteur, et notamment favoriser les réalisations franco-allemandes.

Si la coopération ne manqua pas de belles réalisations (avions de transport Noratlas et Transall réalisés en commun, construction de Pleumeur-Baudou et de Raisting, de la base de Guyane, accords CII – Siemens de février 1972) et de perspectives prometteuses (accord de février 1971 entre le CNRS et la DFG pour des échanges de chercheurs), il n'empêche qu'elle ne correspondait point aux attentes de Georges Pompidou. Des échecs industriels ont émaillé ces tentatives de rapprochement (rupture par exemple des pourparlers entre Telefunken et Sescosem). Sur d'autres marchés, France et Allemagne se livrent une concurrence effrénée : il suffit de mentionner les rivalités entre les procédés PAL et SECAM. Ces résultats inégaux ne sont pas le seul fait des autorités politiques. L'action des organismes privés n'a guère permis une politique de rapprochement des entreprises.

Coopération monétaire

Sur les questions monétaires, le président français restait également vigilant. On n'avait en effet pas oublié à Paris que le ministre allemand des Finances, Karl Schiller, avait en novembre 1968 refusé de soutenir le franc. La question monétaire fut centrale dans les rapports avec Brandt, ce que le chancelier concédait écrivant « qu'elle dominait sa correspondance avec Pompidou »³³. Bonn dut certes au début du mandat de Pompidou accepter la dévaluation du franc en août 1969, mais celle-ci donna cependant lieu à des contacts directs préalables entre Giscard d'Estaing et Schiller, impensables encore quelques mois auparavant sous la présidence du général de Gaulle. Il s'agissait aux dires de Georges Pompidou de « fonder notre puissance économique, source de progrès social et garantie de notre indépendance sur des données vraies, en procédant au constat de la valeur réelle du franc »³⁴. À peine installé, le chancelier Brandt est, quant à lui, obligé de procéder à une réévaluation forte du DM (plus de 9 %), le 24 octobre 1969. Les questions monétaires s'invitent ainsi dans le débat franco-allemand, et au-delà européen. À la fin de la même année, au sommet de La Haye, le chancelier proposa la constitution d'un Fonds de réserve européen. Bonn aurait été disposée à transférer une partie de ses réserves à ce fonds et à le gérer en commun avec les partenaires de la CEE. Les Allemands souhaitaient également une politique de lutte contre l'inflation. Mais la mise en route d'une Union monétaire, envisagée par P. Werner, se heurtait aux réticences françaises, Paris cherchant à en

³³ Willy Brandt, *Mémoires*, op. cit., p. 371-372.

³⁴ Cité par Alfred Grosser, *Affaires extérieures. La politique de la France 1944-1984*, Paris, Flammarion, 1984, chapitre VIII : « Georges Pompidou : Tournants vers la crise », p. 230-254.

éliminer les éléments qui renforceraient la supranationalité. Rien d'insurmontable cependant, puisqu'au sommet de Paris en janvier 1971, Pompidou et Brandt admettent le principe d'un transfert des banques nationales vers une institution centrale européenne, le repoussant dans le temps. Tout cela pouvait à terme, dans le cadre de la crise du système monétaire international, déboucher sur une tentative de front commun contre le dollar et ouvrir la voie à l'union économique et monétaire. Le programme défini par Pompidou et Brandt le 9 février 1971 fixait, conformément au principe adopté à La Haye en décembre 1969, cette perspective. La correspondance en mai 1971 entre le chancelier et le président, en pleine période de flottement du mark, souligne, s'il en est encore besoin, de la nécessité pour le chef d'État français de poursuivre l'union monétaire. La décision allemande de laisser flotter le DM (9 mai 1971) met à nouveau à jour les approches différentes des deux pays. Ni les rencontres Giscard-Schiller à Bruxelles (1-2 juillet 1971), ni le sommet franco-allemand des 5 et 6 juillet 1971 ne permettent de sortir de l'impasse. Brandt rappelle la « position économiste » de Bonn. La coopération monétaire doit être associée à des convergences en matière de politique économique. Seul ce rapprochement peut conduire à court terme à une union monétaire. Pour le président français, l'essentiel est ailleurs : il faut avant tout mettre en place un mécanisme de soutien aux monnaies européennes. Brandt souhaitait aussi dans cette période de spéculation et de turbulences un flottement généralisé des monnaies européennes. Mais il se heurtait en permanence au refus de Georges Pompidou. Du printemps 1971 au printemps 1973 (le 11 mars 1973 : flottement conjoint de six monnaies européennes par rapport au dollar), Georges Pompidou défendit cette orthodoxie monétaire, préconisant des taux de change fixes, avant d'accepter la thèse allemande du flottement conjoint.

Rappelons les principales étapes de cette longue crise monétaire. Lorsque l'Allemagne décide unilatéralement de laisser flotter le mark, le 5 mai 1971, Georges Pompidou est choqué par le fait que Bonn rompe à ses yeux la solidarité européenne. Lors du sommet franco-allemand de juillet 1971, le président français critique la position allemande de flottement conjoint des monnaies ou de marges élargies vis-à-vis du dollar. Ces propositions ne mettraient pas fin à la spéculation et avantageraient les États-Unis. Cette politique monétaire serait défavorable aux intérêts économiques français. Il faut aux yeux de Pompidou une légère réévaluation du mark, un élargissement des marges de fluctuation entre le serpent européen et le tunnel des marges avec le dollar. Le chef de l'État reste cependant convaincu de la pertinence d'un retour aux parités fixes. Sa proposition en novembre 1971 va dans ce sens. Il préconise une dévaluation du dollar de 5 à 7 %, accompagnée d'une réévaluation de 5 à 6 % du mark. Son premier souci reste, comme il le rappelle à Walter Scheel, le

19 novembre 1971, d'éviter que « l'Europe ne sorte de tout cela en morceaux ». Le compromis avec Brandt est effectif, le 3-4 décembre 1971. Les deux responsables politiques acceptent le principe d'une dévaluation du dollar, d'une réévaluation du mark à hauteur d'environ 6 % et du maintien à parité du franc français. Le président français est cependant obligé d'accepter un élargissement des marges de fluctuation entre monnaies européennes et par rapport au dollar.

Ce compromis ouvre la voie à l'arrangement Pompidou-Nixon aux Açores, le 14 décembre 1971, et à l'accord du *Smithsonian*, le 18 décembre 1971, décisions nécessaires après le choix américain de mettre fin à la convertibilité du dollar en or et de créer une surtaxe de 10 % sur les importations soumises à droits de douane. Alors que Paris avait souhaité des marges entre monnaies européennes de plus ou moins 1,5 % et une marge de plus ou moins 1,75 % par rapport au dollar, elle dut se résoudre à accepter des fluctuations entre devises européennes de plus ou moins 2,25 % et de plus ou moins 4,5 % par rapport au dollar. Toutes les monnaies sont réévaluées par rapport à la devise américaine : de 8,5 % pour le franc et la livre sterling, de 13,5 % pour le mark. Ces mesures dévaluent de fait une nouvelle fois la monnaie française par rapport au DM. Elles renforcent en France la perception d'une puissance accrue de l'Allemagne en Europe, même si on pouvait se réjouir de l'effet bénéfique de ces arrangements sur les exportations françaises en Allemagne.

La position de Georges Pompidou évolua au cours de l'année 1972. Il faut dorénavant, en exploitant l'opportunité de la crise, franchir une nouvelle étape vers l'union monétaire. On ne résisterait à l'emprise du dollar qu'avec un accord européen. Cela supposait mettre les Allemands face à leurs responsabilités : aller avec l'Europe et renoncer à suivre les États-Unis. Les dissensions apparues en 1971 s'estompent les 11-12 février 1972 lors de l'entrevue Brandt-Pompidou. À Paris les deux hommes d'État lèvent les hypothèques qui pesaient sur une union économique et monétaire européenne. Mais il faut encore faire accepter cet accord aux autres partenaires de la CEE. Reste également à trouver les modalités pour endiguer les turbulences monétaires. Lors des discussions Pompidou-Brandt, les 3 et 4 juillet 1972, les deux responsables évoquent plusieurs pistes. Un premier scénario préconise un contrôle des changes communautaire. On envisage à nouveau un système de flottement conjoint des monnaies européennes par rapport au dollar. On évoque enfin la perspective d'un double marché des changes : parités fixes pour les marchandises, flottement pour les transferts financiers. En septembre 1972, en Bavière, les deux hommes d'État se rallient à un système au sein duquel les marges de fluctuation seraient réduites. Un mois plus tard, à la conférence de Paris, les responsables européens se fixent une date butoir

pour la réalisation de l'union économique et monétaire : « au plus tard au 31 décembre 1980 ».

Ces discussions franco-allemandes rendirent possible l'accord du 11 mars 1973, au lendemain de la crise des changes du début de l'année 1973. Celui-ci prévoyait un flottement conjoint des monnaies européennes par rapport au dollar. Le mark fut également réévalué. Pompidou obtenait ainsi ce qu'il espérait, un accord européen. Ce chemin, marqué indéniablement par un revirement de la position initiale du président français, n'alla pas sans tensions avec l'Allemagne. Ce qui importait à Pompidou c'était de tenir compte des réalités économiques françaises (l'effort d'adaptation de l'outil industriel français) et de la conjoncture politique (législatives de 1973), auxquelles seules des réalisations concrètes européennes pouvaient répondre. Les tensions avec le chancelier furent bien davantage le résultat de la méfiance qu'inspiraient au président la politique monétaire américaine et la situation française. En aucun cas, on ne peut parler d'une méfiance fondamentale à l'égard de l'Allemagne, et encore moins à l'égard du chancelier Brandt³⁵.

IV. Pompidou, l'Allemagne et l'année de l'Europe

À partir de 1973, le ciel franco-allemand s'assombrit quelque peu. La situation internationale s'était en effet tendue. « L'année de l'Europe » devait pour les autorités américaines faire rentrer la CEE dans le rang. Cela ne fit aucun doute pour Paris, qui, à la connaissance de l'accord américano-soviétique du 22 juin 1973, exprima clairement sa crainte de voir s'établir le condominium tant redouté. Les inquiétudes françaises furent également alimentées par la tournure des négociations MBFR. Pompidou entreprit systématiquement des consultations avec la RFA sur tous ces points. Mais elles n'aboutirent guère. La présentation de certains chantiers montre l'ampleur des désaccords³⁶.

Sur la question de la réduction des forces conventionnelles, comme sur celle de la CSCE, Paris et Bonn ont des positions opposées. Autant l'Allemagne pense qu'il faut aboutir à une limitation des armements, autant elle craint une CSCE qui figerait l'ordre européen. Le désarmement permettrait, aux yeux du chancelier, de transformer la donne de la sécurité en Europe. Cette nouvelle conjoncture augurerait d'une possibilité de réunification. Cette perspective est inenvisageable pour Pompidou,

³⁵ Sur l'ensemble de ces questions, se reporter également à Éric Bussière, *Georges Pompidou et l'Europe...* in Éric Bussière, Michel Dumoulin & Sylvain Schirmann (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970. De la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2006, 318 p.

³⁶ Se reporter à Georges-Henri Soutou, *L'alliance incertaine...*, *op. cit.*

comme il rappelle à Brandt, le 10 février 1972 : « Nous n'avons aucune envie de voir la RFA se finlandiser et nous ne croyons absolument pas que ce soit là votre politique. »³⁷ Mais c'est l'objectif poursuivi par Moscou, d'où l'importance pour le président français de l'unité du monde occidental. L'inquiétude française s'accroît au cours de l'année 1973, lorsque le chancelier Brandt reçoit Brejnev en mai 1973 à Bonn. Le voyage du secrétaire général débouche sur la signature d'importants accords économiques. Paris voit se profiler cette neutralisation-réunification redoutée. Cette perspective est-elle compatible avec la fidélité atlantique ? Comment Bonn veut-elle participer au développement d'une identité européenne de défense et de sécurité dans ces conditions ? Ces interrogations permettent de comprendre la méfiance qui anime Georges Pompidou, lorsque la RFA propose à la fin de l'année 1973 une réflexion franco-allemande dans le domaine militaire. Celle-ci, qu'on ne peut envisager sans évoquer la problématique d'une défense européenne, pose bien évidemment la question des relations avec les États-Unis.

Si Paris et Bonn expriment une même méfiance à l'égard de SALT en mai 1972, il ne faut cependant pas perdre de vue que sur la question de la défense européenne les deux responsables politiques ont des approches différentes. Autant le chancelier allemand se montre favorable à un dialogue organisé entre l'Europe et les États-Unis, autant le président français se prononce en faveur d'une forte affirmation européenne. Le 22 janvier 1973, il confirme à nouveau sa façon de voir à Brandt :

Je crois très profondément si l'on veut que l'Europe soit une réalité, il faut se distinguer de tous. Ce sera facile avec l'URSS ; plus difficile avec l'Amérique et pourtant il faudra le faire un peu. Il ne faut pas que l'impression existe que les décisions de la Communauté soient prises à Washington et que le gouvernement américain est une sorte de protecteur de la Communauté³⁸.

Brandt ne partageait pas ce point de vue et le discret dialogue stratégique franco-allemand suffit largement à la prouver. Dès juillet 1970, Brandt encouragea Pompidou à reprendre les conversations avec l'OTAN³⁹. Quelques mois plus tard, le chancelier reprit cette discussion, soulignant au président français combien la présence de troupes françaises en Allemagne pose des problèmes à la RFA du fait de la non-appartenance des troupes à l'OTAN. En juillet 1971, Brandt évoque la question « d'un rapprochement plus étroit sur la défense », qu'il espère se

³⁷ CHAN, 5 AG 2/106, Entretien en tête à tête entre Georges Pompidou et Willy Brandt au Palais de l'Élysée, 10 février 1972.

³⁸ CHAN, 5 AG 2/106 et 1012, Entretien en tête à tête entre Georges Pompidou et Willy Brandt à Paris, 22 janvier 1973.

³⁹ CHAN, 5 AG 2/104 et 1010, Entretien en tête à tête entre Georges Pompidou et le Chancelier de la RFA à Bonn, 3 juillet 1970.

profiler pour les années 1980⁴⁰. Cela supposait que Paris participe aux discussions de l'Eurogroupe(e). Pompidou refusa. Les discussions sur ces questions militaires et stratégiques s'amplifièrent au cours de l'année 1973.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères français, Michel Jobert, invite en effet, dès avril 1973, les Européens à réfléchir à une défense propre. Les propositions françaises amènent le chancelier à s'enquérir à nouveau auprès de Pompidou de ses positions par rapport à l'OTAN, de la perspective d'une nouvelle organisation de défense au sein de laquelle l'Allemagne pourrait jouer un rôle important et de la réalité des rapports stratégiques franco-allemands. Pour Brandt, il n'y a que deux approches possibles : soit la France renonce à sa logique nucléaire et intègre la logique atlantique ; soit on s'oriente vers une solution plus radicale, celle d'une défense européenne au sein de laquelle la RFA aurait toute sa place, y compris sur le plan nucléaire. La réponse de Georges Pompidou reste dans la ligne des positions traditionnelles de la France. Il n'est pas question pour Paris de renoncer à l'arme atomique. En revanche, le président français est prêt à envisager une coopération en matière d'armement et en matière d'enrichissement de l'uranium à des fins civiles, chacun des deux États entrant dans le programme du partenaire. Dans sa réponse Georges Pompidou rassure également le chancelier Brandt sur les intentions françaises : « quant à nos forces nucléaires, nous n'avons pas d'objectifs sur le territoire de la RFA, gardez cela pour vous, je vous en donne ma parole »⁴¹. Les rencontres Scheel et Jobert à l'automne 1973 témoignent du fossé entre les deux partenaires. Le ministre allemand des Affaires étrangères envisage sans ambiguïtés une politique commune de défense permettant à l'Europe d'assumer sa sécurité éventuellement en dehors de l'Alliance atlantique. Et le ministre allemand d'ajouter : « je considère qu'une communauté européenne ayant une volonté politique centrale et souhaitant également se défendre devra nécessairement avoir une défense nucléaire... ». Michel Jobert, quant à lui, invite les Européens à réfléchir à ces problèmes dans le cadre de l'UEO. Il insiste, devant cette même UEO, le 21 novembre 1973, sur la nécessaire fidélité à l'Alliance atlantique. Les divergences sont on ne peut plus explicites. La France ne veut pas suivre l'Allemagne vers un quelconque système de défense à vocation neutraliste et reposant éventuellement sur un accord germano-soviétique⁴². Bien au contraire, sans vouloir réintégrer pleine-

⁴⁰ Georges-Henri Soutou, « L'attitude de Georges Pompidou... », *op. cit.*, p. 294 et suiv.

⁴¹ CHAN, 5 AG 2/106 et 1012, Entretiens Brandt-Pompidou des 21 et 22 juin 1973 ; cité également par Georges-Henri Soutou, « L'attitude de Georges Pompidou... », *op. cit.*

⁴² Se reporter à Pierre Jardin, Adolf Kimmel (Documents rassemblés et présentés par), *Les relations franco-allemandes depuis 1963*, Paris, La Documentation française, coll. « Retour aux textes », 2001, p. 178-194.

ment l'OTAN, elle n'envisage pas un système européen sans les Américains.

Ces inquiétudes, Georges Pompidou les exprime au nouveau chef de l'opposition, Helmut Kohl qu'il reçoit, le 15 octobre 1973. Il lui expose également les moyens à mettre en œuvre si l'on veut éviter certains risques. « Je pense finalement qu'il est plus efficace de multiplier les contacts, de mélanger les intérêts et que les hommes, les affaires, que tout s'interpénètre, que de signer des papiers [...]. Si les peuples et les affaires sont mélangés, si l'habitude est prise de vivre comme dans un seul pays, alors un retournement est plus difficile »⁴³. Georges Pompidou indiquait ainsi à celui qui commençait une carrière politique nationale que la construction européenne était le seul chemin réaliste pour l'Allemagne et qu'il n'y avait rien à espérer pour elle d'une politique neutraliste. C'est avec Brandt que Georges Pompidou envisagea d'approfondir cette construction à l'automne 1973.

Les deux hommes avaient en effet envisagé dès février 1972 la création d'un secrétariat politique permanent qui pourrait préparer les réunions intergouvernementales européennes. Face au défi américain, à l'automne 1973, Pompidou propose à Willy Brandt, dans un courrier du 31 octobre, la réunion régulière de chefs d'État et de gouvernement pour traiter de la coopération politique. Un mois plus tard, le 26 novembre, le président français fait part d'un nouveau projet au chancelier allemand. Chacun des neuf États membres de la CEE pourrait désigner un secrétaire d'État spécialisé. Dans les situations de crise, ces secrétaires d'État se réuniraient à la demande de l'un des partenaires. Prend corps dans ces propositions le contour d'une Europe politique⁴⁴.

L'affirmation politique de l'Europe est essentielle aux yeux du chef de l'État (également aux yeux de Michel Jobert, le ministre des Affaires étrangères) et les défis de l'année 1973 pourraient favoriser un tel dessein. Les rapports avec les États-Unis seraient le révélateur de la volonté européenne d'exister. Les principaux responsables européens (dont Brandt) avaient été choqués par les propos tenus par Kissinger, notamment ceux qui envisageaient dans le cadre de « l'année de l'Europe » une redéfinition des liens transatlantiques. Ce n'était aux yeux des responsables politiques qu'une vassalisation plus accentuée. Exister c'était faire entendre sa voix et ne pas rentrer dans le rang, sinon on ouvrait un boulevard au condominium américano-soviétique. La guerre

⁴³ CHAN, 5 AG 2/106, Audience accordée par Georges Pompidou à M. Kohl, 15 octobre 1973.

⁴⁴ Sur ces questions, se reporter à des manuels d'histoire de la construction européenne, notamment Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne*, Bruxelles, Complexe, 1^{re} éd., 1996 ; Pierre Gerbet, *La construction de l'Europe*, Paris, A. Colin, 4^e édition, 2007.

d'octobre 1973 au Proche-Orient et la question énergétique pouvaient fournir le levier d'une politique extérieure européenne propre et contribuer à l'affirmation des Neufs sur la scène internationale. Au lendemain de la guerre du Kippour, les déclarations des Européens des 13 octobre et 6 novembre 1973 reprenaient des vues françaises : reconnaissance des États de la région dans des frontières sûres ; droits nationaux du peuple palestinien ; restitution des territoires occupés au lendemain de la guerre des Six Jours. La crise pétrolière amena Paris à chercher une coopération organisée et régulière avec les pays producteurs. Cela passait aux yeux de la diplomatie française par l'instauration d'un dialogue euro-arabe. Sur ces points, Pompidou chercha l'appui de l'Allemagne. « Le discret et permanent dialogue stratégique franco-allemand », ancien déjà, s'accroissant au cours de l'année 1973 pouvait laisser penser que l'Allemagne « était prête à prendre un peu de distance par rapport aux États-Unis ». Mais Pompidou connaissait également les contradictions que devait affronter le chancelier Brandt. Le gouvernement fédéral était divisé entre trois options : celle de la fidélité inconditionnelle à l'alliance atlantique ; celle d'un rapprochement avec l'URSS sur la base d'un neutralisme ; celle enfin du développement d'une identité européenne en matière de défense, de sécurité et de politique extérieure. Cela ne pouvait qu'inquiéter Paris.

Si au sommet de Paris (26-27 novembre 1973), Brandt admet que les questions de défense pourraient être discutées au sein de l'UEO ou dans le cadre des institutions communautaires, il n'en reste pas moins qu'il pense que l'Eurogroup(e) constitue cependant le cadre par excellence pour de telles discussions. Les divergences franco-allemandes s'accroissent progressivement, au fur et à mesure de l'augmentation des pressions américaines. Dès la fin de la guerre du Kippour, Kissinger indiqua clairement le sentiment américain quant à l'attitude européenne : « les Européens ont agi comme si l'alliance n'existait pas et ont paru plus intéressés à marquer des avantages individuels marginaux qu'à coopérer avec les États-Unis ». C'est dans ce contexte que Georges Pompidou proposa la tenue d'un sommet restreint des Neuf pour à la fois analyser la situation et accentuer la cohésion politique de la CEE. Si ce sommet réuni à Copenhague au début du mois de décembre 1973 aboutit à une affirmation et une définition d'une identité européenne, à la volonté de lancer une politique énergétique commune, il n'en sortit aucune proposition concrète en matière d'affirmation sur la scène internationale. Les Américains purent accentuer leur pression. La proposition de Kissinger (10 décembre 1973) de créer un front commun des consommateurs de pétrole pour modérer les pays arabes suscita un débat entre Européens. Paris ne voulut pas d'un tel front. Elle lui préféra un dialogue qui n'excluait pas les producteurs. Bonn en revanche fut favorable à la vision américaine, tout au plus Brandt souhaita-t-il la définition d'une politique européenne

commune face aux exigences de l'OPEP. Le rappel à l'ordre des Européens par Kissinger, le 12 décembre 1973 à Londres, amplifia le désaccord franco-allemand.

La création d'une Agence internationale de l'énergie (AIE) traduit bien la crise franco-allemande. L'affrontement est violent au début de l'année 1974. Helmut Schmidt, ministre fédéral de l'Économie, exprime sans retenue la position allemande : « s'il faut choisir entre l'Europe et l'Amérique, je choisis l'Amérique et je le dis bien haut », et dénonce l'attitude française. À quoi répond Michel Jobert : « on nous accuse de suivre une politique du chacun pour soi. N'est-ce pas exactement ce que font les États-Unis ? Ils ne s'occupent que de défendre leurs intérêts ; le gouvernement Nixon n'a rien à nous offrir ». Paris est bien seule face à ses huit partenaires de la CEE, en témoigne la création à Washington de l'AIE sans la France ! Lucide et réaliste, le président français ne put que regretter l'attitude de son partenaire d'Outre-Rhin. Il en tira devant la presse la conclusion suivante :

Peut-être a-t-on senti un peu plus que par le passé que les États se sentaient tels en tant qu'États, et que ceux qui avaient jusqu'ici des conceptions à mes yeux extrêmes de la construction européenne ont montré que l'Europe serait forcément au départ, et pour longtemps sans doute, une confédération d'États ; qu'on ne pourrait pas imaginer de la faire au détriment des réalités étatiques nationales...⁴⁵

Les relations sont à nouveau crispées entre Paris et Bonn au moment où la maladie aura raison du président français !

Personne ne peut nier le rôle essentiel tenu par Georges Pompidou pour sortir les relations franco-allemandes de l'enlisement dans lequel elles se trouvaient au départ du général de Gaulle. À partir de là, les relations avec le chancelier Brandt furent complexes. Si le président français avait conscience des marges de manœuvre nouvelles dont disposait à la fin des années 1960 la RFA (puissance économique, Ostpolitik, etc.), sa politique ne fut absolument pas dictée par la hantise ou par la crainte d'une renaissance d'un nationalisme allemand agressif. Il mesurait cependant le risque d'une collusion, d'un rapprochement germano-soviétique, conséquence de l'évolution du système international au début des années 1970. Dès lors, il cherchait constamment à peser ou à conserver un moyen d'influencer la question allemande. Cela ne pouvait passer à ses yeux que par un renforcement des relations bilatérales avec Bonn (lier les hommes, les entreprises, favoriser les échanges

⁴⁵ Entretien du président de la République avec la presse, le 3 janvier 1974 cité par Jean-Pierre Teyssier, « L'année 1973 dans la politique étrangère du Président Pompidou », in *Politique étrangère*, décembre 1974, n° 4, p. 473-504 ; voir également Michel Jobert, « La politique étrangère de la France », in *La Nouvelle Revue des Deux Mondes*, mars 1975, p. 513-525.

technologiques). Celles-ci ont également pour effet de contribuer à la modernisation de l'économie française et donc au renforcement de la puissance française. La construction européenne restait l'autre moyen pour peser sur cette question allemande et éviter une tentation neutraliste que Pompidou craignait. Il fallait ainsi permettre à l'Europe de s'affirmer à travers le renforcement des coopérations, à travers l'élaboration de politiques de sécurité et de défense. Dans ce contexte, Pompidou et Brandt surent donner des impulsions importantes : relance de 1969, recherche d'une union monétaire, élargissement de 1973, multiplication des sommets entre chefs d'États et de gouvernement, pour ne citer que quelques exemples. Les divergences ne manquèrent pas. Fondamentalement Pompidou restait attaché à la logique confédérale, celle d'une Europe des États nations, alors que Brandt était plutôt favorable à une approche supranationale, en témoignent ses désirs de renforcement du rôle du Parlement qui se heurtèrent au refus du président français. Ces différentes visions n'empêchèrent pas Pompidou de soutenir l'Ostpolitik.

L'affirmation politique de l'Europe autour d'un noyau franco-allemand supposait également aux yeux du président français que l'Allemagne prenne quelques distances avec un atlantisme sans réserves. Les événements de 1973 firent comprendre au chef de l'État que l'Allemagne n'était pas encore prête à s'engager dans cette voie. Georges Pompidou est relativement inquiet en 1973, car Bonn oscille entre neutralisme, renforcement de la construction communautaire et atlantisme. Il espérait que la crise monétaire et économique, et les tensions politiques permettraient aux dirigeants de la RFA de franchir le pas politique d'une prise de distance relative avec les États-Unis. Devant les pressions américaines, l'Allemagne préfère l'atlantisme à l'affirmation d'une plus grande indépendance européenne, ou plutôt une construction européenne au sein de l'entité atlantique. Comment repartir au début de l'année 1974, après les secousses de « l'année de l'Europe » ? Laissons le mot de la fin au président Pompidou : en attendant une conjoncture plus favorable, « les prochaines étapes (de la construction européenne et de la relation franco-allemande) seront quotidiennes »⁴⁶ ! Il ne savait pas alors que ni lui, ni dans une moindre mesure le chancelier Brandt ne pèserait plus sur cette évolution.

⁴⁶ Entretien avec la presse du 3 janvier 1974, *op. cit.*